



4 septembre 2014

Lettre au Président J.-C. Juncker

Monsieur le Président,

Nous tenons à vous féliciter pour votre nomination à la tête de la prochaine Commission européenne. Votre nomination représente un précédent historique puisque, pour la première fois, les dispositions du Traité de Lisbonne, qui donnent un poids particulier au suffrage des citoyens de l'UE dans le choix d'un Président, ont été mises en œuvre. Vous bénéficiez ainsi d'une plus grande légitimité que vos prédécesseurs, et donc d'une plus grande responsabilité.

La prochaine Commission aura à faire face à un contexte interne et externe difficile. A l'intérieur de l'Union, la remise en cause par certains europhobes de l'existence même de l'UE et de ses objectifs se nourrit d'une mauvaise situation économique persistante et d'une déstructuration du modèle social, aggravées par des politiques incomprises par les citoyens.

A l'extérieur, la montée des périls aux portes de l'Europe et sur les autres continents montre les dangers de l'absence d'une vraie politique extérieure et de défense, coordonnée au niveau de l'Union.

Le syndicat que nous représentons est conscient de ces difficultés, adhère aux priorités que vous avez tracées et défend les mêmes objectifs en faveur de la croissance, de l'emploi et de la solidarité.

Le budget européen dont vous héritez a été revu à la baisse. Il ne permettra pas de répondre à la nécessité d'un plan d'investissement et de relance dont vous avez vous-même souligné l'urgence pour répondre au chômage et à l'aggravation de la précarité des citoyens de l'UE. Pour apporter notre pierre à cet édifice, le syndicat U4U/USHU / RS soutient l'initiative citoyenne européenne "New Deal for Europe" (newdeal4europe.eu) qui propose un plan de relance en faveur d'une transition socio-écologique, financé par des ressources propres.

Votre Commission devra redonner du sens à l'action de l'UE dans le domaine économique mais aussi approfondir la dimension démocratique au sein de l'UE en associant mieux aux mécanismes de décision les citoyens et leurs représentants au Parlement européen. Il importe de rompre avec l'étiquette idéologique "néo-libérale" qui colle systématiquement aux politiques de la Commission en redonnant cette dimension sociale qui avait présidé aux politiques de la Communauté, puis de l'UE, lors du lancement du grand marché et de la préparation de la mise en place de l'euro. L'enjeu ? Retrouver un élan par des politiques efficaces, orientées vers des résultats tangibles et immédiatement visibles par la société européenne, au service des citoyens.

Le syndicat U4U/USHU / RS a constaté les dégâts de l'intergouvernementalisme sur le travail de la Commission européenne et sur ses moyens d'action, notamment via les réformes

successives du Statut du personnel. En effet, les raisons d'être de ces réformes depuis 2000 ne résident pas dans la recherche d'une plus grande efficacité mais bien dans le souhait à peine dissimulé des États membres d'affaiblir la Commission en la privant de son principal instrument, sa fonction publique : en la divisant par des statuts discriminatoires toujours plus nombreux, en multipliant les structures aux contours mal définis (agences européennes ou agences exécutives, mais aussi SEAE séparé organiquement), on a rendu la coordination et la prise de décision de plus en plus lentes, complexes, opaques, et inefficaces; ce faisant on a affaibli considérablement les effets des interventions de l'Union et on a alimenté la perception d'une Europe lointaine et incompréhensible pour les citoyens.

Nous croyons qu'il est nécessaire et possible d'inverser cette tendance et que la Commission retrouve sa capacité d'agir pour atteindre ses objectifs.

L'organisation syndicale U4U/ USHU/ RS s'est constamment mobilisée contre la dégradation de l'esprit européen et contre l'affaiblissement des institutions européennes. Notre engagement n'est pas récent: il s'appuie à la fois sur une réflexion menée de longue date et une connaissance des politiques, notamment en matière de ressources humaines.

Deux pétitions en ce sens ont été signées respectivement par plus de 25.000 et 15.000 membres du personnel communautaire. Cette mobilisation montre combien ce personnel est conscient des dangers. Il est prêt à s'engager avec vous, pourvu que l'impulsion en soit donnée par le Collège.

Pour rétablir un climat de confiance avec le personnel, dans le but de mobiliser toutes les énergies au service de votre politique, nous nous permettons de vous suggérer quelques pistes :

- protéger le personnel des institutions contre les attaques injustes de la presse, de groupes de pressions, y compris internes, ou de mouvements politiques, souvent laissées sans réponse.
- traiter votre personnel en adulte, c'est-à-dire expliquer vos objectifs et associer le personnel à la conception des changements à apporter aux structures et aux politiques pour les atteindre. L'implication du personnel dans ces réformes permettra d'atteindre une efficacité bien plus grande que des changements imposés, non négociés, qui souvent manquent l'objectif, créent de la complexité et favorisent les situations conflictuelles.
- mettre en place une politique du personnel de suivi de carrières tout au long de la vie professionnelle, de détection des talents, garantissant des parcours professionnels motivants et l'amélioration des compétences.
- réduire les disparités et les précarités qui nourrissent un sentiment d'injustice et créent des tensions inutiles.
- intensifier, enfin, le dialogue en interne, tant au niveau central et décentralisé, avec les organisations syndicales, qu'au niveau des services, directement avec le personnel lui-même.

Nous sommes prêts à vous rencontrer dans les meilleurs délais pour débattre de ces orientations proposées par U4U / USHU / RS, qui visent à renforcer le projet européen en prenant appui sur sa fonction publique.

Veillez, Monsieur le Président, agréer l'expression de notre plus haute considération.

Georges Vlandas
Président d'U4U/RS

Helen Conefrey
Présidente d'USHU/RS

Letter to President J.-C. Juncker

Dear Mr. President,

Please let us congratulate you on your appointment as the head of the next European Commission. Your appointment represents a historic precedent, since for the first time the provisions of the Treaty of Lisbon, which give particular weight to the voting rights of the citizens of the EU in the choice of a President, have been implemented. This means that you are enjoying a much greater degree of legitimacy than your predecessors and with it greater responsibility.

The next Commission will be facing difficulties both internally and externally. Within the Union, the repeated questioning by certain Eurosceptics of the EU's very right to exist, and its goals, is being aggravated by the persisting gloomy economic climate and distrust of the social model, exacerbated by policies which are a mystery to its citizens.

Outside the Union we see increasing dangers at Europe's gates and on other continents resulting from the absence of a genuine foreign and defence policy, coordinated at Union level.

The staff association we represent is aware of these difficulties, stands by the policies you have outlined and is defending the same goals aimed at growth, employment and solidarity. The European budget you have inherited has been revised downward. It is no longer sufficient to meet the needs of an investment and recovery plan such as you yourself have stressed is essential to deal with the unemployment and increasing insecurity suffered by the citizens of Europe. In order to help shape this structure, the U4U/USHU / RS Staff Association supports the European Citizen Initiative headed the "New Deal for Europe" (newdeal4europe.eu) which proposes a recovery plan supporting a socio-ecological transition, funded by our own resources.

It is the duty of your Commission to restore meaning to action undertaken by the EU in the economy, but also to extend the democratic dimension within the EU by being more closely involved with the people's decision-making mechanisms and those of their representatives in the European Parliament. It is important to break with the so-called "neo-liberal" ideology which automatically becomes attached to the policies of the Commission by restoring the social dimension which presided over the policies of the Community, then of the EU, when the single market was launched and preparations were being made for the introduction of the euro. The challenge is to jump-start effective policy, oriented towards tangible results and immediately visible by European society, in the service of its people.

Our U4U/ USHU / RS Staff Association has observed the destruction wrought by intergovernmentalism on the work of the European Union and on its ability to act, in particular in the wake of successive Staff Regulations reforms. The reality is that these reforms since 2000 were brought in not out of a desire to boost effectiveness, but out of the barely concealed desire of the Member States to weaken the Commission by depriving it of its most important tool, its Public Service: breaking it up by means of ever greater numbers of discriminatory regulations, and multiplying its structures using poorly defined outlines (European agencies or executive agencies, but with the SEAS physically separate) has made coordination and decision-making ever slower, more complex, more opaque and ineffective; which has considerably weakened the impact of the Union's actions and has encouraged the perception of a Europe which is both remote and incomprehensible to its people.

We believe that it is both possible and necessary to reverse this trend, and that the Commission must recover its ability to act in order to achieve its goals.

The U4U/ USHU/ RS staff association is always acting to counteract the destruction of the European spirit and the weakening of the European institutions. Our commitment is no new thing: it is the fruit of many years' consideration and an understanding of policy, particularly as regards human resources.

Petitions along these lines have been signed respectively by 25,000 and 15,000 members of the Community staff. Such engagement shows how alert staff are to the dangers. They are ready to stand beside you, as long as the College is in agreement.

In order to recreate a climate of trust with the staff with a view to leveraging support for your policy, we have taken the liberty of suggesting several approaches:

- protect the staff of the institutions against unjustified attacks by the press, pressure groups – some internal – and political movements, which often go unanswered;
- treat your staff as adults, in other words, explain your goals to them and involve them in deciding which changes should be made to structures and policies in order to achieve them. Involving the staff will be much more effective than imposed, non-negotiated changes, often with no known goal, which create confusion and exacerbate conflict situations;
- set up a staff policy for lifelong career development, one which seeks out talent, and guarantees motivational career paths and upskilling;
- reduce disparities and insecurity which foster a sense of injustice and create unnecessary tension;
- and finally, boost internal dialogue, both at central and decentralised levels, with the staff associations, and at service level, directly with the staff themselves.

We would be very willing to meet with you at the earliest opportunity to discuss these matters as suggested to you by U4U / USHU / RS, as they aim to strengthen the European project with the backing of the Public Service.

Yours sincerely,

Georges Vlandas
President U4U/RS

Helen Conefrey
President USHU/RS